

Andrée Michel et Floh : *Citoyennes militairement incorrectes*

Mireille Neptune-Anglade

Volume 13, numéro 1, 2000

La marche mondiale des femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058079ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058079ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

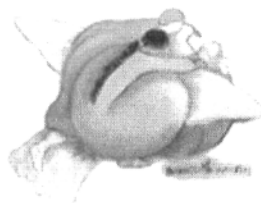
Neptune-Anglade, M. (2000). Compte rendu de [Andrée Michel et Floh : *Citoyennes militairement incorrectes*]. *Recherches féministes*, 13(1), 161–166.
<https://doi.org/10.7202/058079ar>

Comptes rendus

—● Andrée Michel et Floh

Citoyennes militairement incorrectes.

Paris, L'Harmattan, collection Femmes et changements, 1999, 160 p. et 28 caricatures de Floh.



L'ouvrage *Citoyennes militairement incorrectes*, illustré par la dessinatrice Florence Debray, dite « Floh », engagée, elle aussi, dans la lutte des femmes pour un avenir meilleur, est un brûlot lancé en direction du grand public dans la collection « Femmes et changements » afin de sensibiliser ce dernier aux effets pervers des armes sur les femmes.

Dès l'avant-propos, Andrée Michel présente les femmes comme « victimes de conflits dont elles subissent les violences » (p. 11). La dénonciation et le refus de glorification des guerres, qu'elle fait remonter aussi loin que chez Christine de Pisan, annoncent un courant moderne qui ne se démentira plus, notamment chez nombre d'intellectuelles et d'artistes. L'objectif de cet ouvrage sur la démythification de la guerre et du guerrier est donc « de montrer comment la militarisation est liée aux dysfonctionnements les plus graves du monde contemporain dont les femmes souffrent le plus » (p. 12).

Andrée Michel dénonce, dans son introduction, et à très juste titre, la focalisation de l'Occident sur une conception de « sécurité » qui commande d'énormes budgets militaires. La production d'armes et leur vente tous azimuts ont entretenu les guerres coloniales et néocoloniales et toutes les milices privées commanditées par de nombreux États clients. La course aux armements a connu un début de « saturation » après la signature, en 1987, du traité Start par les représentants des deux superpuissances d'alors, Reagan et Gorbatchev. Cependant, une fois l'empire soviétique démantelé, les budgets militaires des membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont augmenté de nouveau. Le budget chinois de la défense s'est accru de 25 % en la seule année 1997 (Jean Claude Pomonti, « La crise économique alimente le contentieux en Asie du Sud-Est », *Le Monde*, 15 décembre 1998). Andrée Michel veut démontrer que « les femmes représentent le principal potentiel de résistance au surarmement » (p. 17). Elle y arrive, avec un souci de synthèse, de concision et de clarté que les caricatures de Floh renforcent, permettant ainsi à un public très large d'accéder à une réalité nouvelle.

L'ouvrage s'articule autour de dix chapitres et de trois annexes. Le premier chapitre, intitulé « Abus et obus sur le dos des femmes », présente ces dernières comme des êtres humains de second ordre, malgré les grandes résolutions des instances internationales, dont les plus récentes datent de Beijing, en septembre 1995. D'après une étude de l'UNICEF, citée par l'auteure, la proportion des victimes civiles (femmes, enfants, personnes âgées), dans les conflits survenus en 1990, est passée à 90 %. En outre, si la guerre touche les deux sexes, les femmes y subissent des formes de violence particulières : sexuelle, physique, morale, psychologique et sociale. Leur oppression est effective même en temps de paix, du fait que des pays impérialistes et anciennes puissances coloniales disposent d'installations variées : ports, aérodromes, zones militaires de repos et de loisirs, fournies par

les pays dominés, notamment ceux du Sud-Est asiatique, en contrepartie de la fourniture d'armes ; l'embargo à l'égard de l'Irak depuis dix ans a entraîné la mort de 500 000 personnes et surtout une surcharge considérable des travaux domestiques assumés par les femmes, altérant leur santé et leur équilibre psychique. D'ailleurs, depuis plus de 50 ans, 96 % des guerres se sont déroulées dans les pays en voie de développement en y aggravant la pauvreté et l'analphabétisme (p. 32) et en faisant augmenter l'écart entre pays riches et pays pauvres dans ces deux domaines, ajoute l'auteure dans le deuxième chapitre intitulé « Surarmement, injustices et violences ». En outre, la vente d'armes augmente la violence et l'insécurité puisque l'accumulation d'armes légères favorise le développement de guerres dites mineures, ou intermédiaires, qui détruisent la sécurité des personnes, de leurs familles et de leurs biens. Les gouvernements militaires, qui sévissent dans plus de 100 pays, utilisent leur surarmement plus contre leurs peuples (tortures, disparitions, assassinats politiques) que contre d'éventuels ennemis extérieurs. Les guerres de basse intensité sévissent partout, provoquant ou exacerbant famines et privations dans nombre de pays d'Afrique. Andrée Michel termine ce sévère tour d'horizon par les effets de la militarisation dans les pays développés en citant le cas des États-Unis dont la quantité d'armes en circulation crée un climat de violence généralisée.

Le chapitre 3, ayant pour titre « Le surarmement derrière la mondialisation », explique l'incidence de la mondialisation sur la santé et l'emploi des populations de la planète malgré les droits prescrits par la Déclaration universelle des droits de l'homme. On passe d'un modèle guerrier à un modèle de compétition sans merci, transposé dans l'économie : l'ampleur actuelle du projet de mondialisation touche la planète tout entière et ne se heurte plus au contre-pouvoir des États, des syndicats ainsi que des travailleurs et des travailleuses. L'auteure parle même d'un Tchernobyl financier ! Le surarmement conduit au sous-emploi et au chômage. La mondialisation à outrance, soit la maximisation de la rentabilité versus la minimisation des coûts de production, a préséance sur toutes les lois nationales de protection sociale ainsi que sur les conventions internationales du travail antérieures. L'Union européenne, la Russie, les États-Unis, contraints de diminuer leurs commandes militaires, se préoccupent peu de l'avenir des ouvrières et des ouvriers réduits au chômage et ayant perdu leurs droits sociaux. L'industrie nucléaire, qui demeure la plus « capitaliste », représente un véritable péril sanitaire pour les populations, allant jusqu'au mépris de leur droit à la vie. Les dommages causés à la santé des populations sont irréversibles, souvent sous-estimés et gardés secrets par les gouvernements occidentaux : pensons notamment à l'augmentation considérable des cas de cancers et de déformations fœtales plus de 45 ans après que les essais nucléaires ont été effectués. Notons que les personnes les plus atteintes ont été les femmes et les enfants. Pour leur part, le stockage des déchets et les mines figurent parmi les armes les plus meurtrières faisant 500 victimes par semaine, sans compter les personnes handicapées à vie : « Force est de constater que nous évoluons sur une poudrière » conclut Andrée Michel (p. 59).

Le chapitre 4 dénonce les graves méfaits du surarmement sur l'environnement et le développement : destruction des œuvres érigées par l'être humain, routes, ponts, habitations, monuments d'art, églises, forêts et champs, de la végétation naturelle ; grandes famines ; pollution ; perturbation de l'habitat, de la faune et de la flore ; contamination des sols et de la nappe phréatique avec du plomb et des résidus toxiques ; augmentation de la consommation d'énergie dans le monde ; production de déchets nucléaires très dangereux,

dont le plutonium. Plus grave encore, « la culture de la guerre a généré la culture du secret et celle du mensonge » (p. 68). Le nucléaire et le militaire ont compromis le développement et la démocratie de même qu'ils ont augmenté les inégalités entre les personnes privilégiées et celles qui sont démunies, c'est-à-dire les femmes (actuellement plus des quatre cinquièmes des pauvres dans le monde), les minorités ethniques, la main-d'œuvre à faible revenu, les pays du tiers-monde...

Au chapitre 5, il est question de la responsabilité des pays développés dans la situation actuelle : 700 milliards de dollars sont affectés aux dépenses militaires dans le monde. Depuis la fin de la guerre froide, les conflits opposent surtout des gouvernements révolutionnaires à des guérillas alliées de l'Ouest, les grands États producteurs (les États-Unis, la France, la Russie et ses anciens satellites) se livrant une concurrence acharnée sur le marché des armes. Cette « aide » a favorisé le développement de conflits internes et exacerbé les cas de violence latente, au point que les pays les plus riches de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont responsables de la militarisation de la planète, alors qu'à l'opposé les enquêtes et sondages révèlent que, même aux États-Unis, la majorité de la population désire une réduction du budget de la défense.

Au chapitre 6, Andrée Michel aborde les sources de motivation des entreprises d'armement. Celles-ci seraient principalement liées au taux de profit nettement supérieur de ces entreprises par rapport à celui des industries manufacturières, à l'accès à l'or noir, à l'entretien de forces militaires, garantissant, aux fournisseurs d'armes, le maintien de leurs privilèges économiques, d'autant plus que la fourniture d'armes renforce la dépendance des États clients à l'égard de l'État fournisseur !

Au chapitre 7, l'auteure montre comment les États ont utilisé la politique de la peur, la politique de la haine et le culte du nationalisme pour justifier leurs dépenses militaires et légitimer ces dernières auprès de leurs contribuables. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est l'URSS qui est devenu l'ennemi désigné de l'Occident. Les États-Unis, dès 1989, n'allaient pas tarder à indiquer les nouveaux ennemis : l'Iran, la Syrie, la Lybie et la Corée du Nord. La politique de la haine a eu également un succès retentissant, notamment dans l'ancienne Yougoslavie.

Le chapitre 8 explique comment le surarmement noyautait le système démocratique. Cette phrase de l'auteure résume bien le contenu du chapitre : « Un rapport de pouvoir inégalitaire a été créé entre, d'un côté, des formations sociopolitiques puissantes, axées sur le développement de la production et des ventes d'armes, les complexes militaro-industriels (CMI), et, de l'autre côté, des citoyennes et citoyens réduits à l'absentéisme, à l'invisibilité et au mutisme dans le domaine de la défense » (p. 99). Les CMI sont formés d'industriels, de militaires de haut rang, de scientifiques, de bureaucrates, d'hommes politiques partisans du surarmement, de banquiers souvent issus des grandes écoles. En face d'eux, des citoyennes et des citoyens « engourdis, qui ne sont pas habilités à participer aux débats relatifs à la défense, à la production et aux ventes d'armes ». Aux États-Unis, les pouvoirs législatif et exécutif sont essentiellement dominés par des groupes de pression, dont ceux de l'armement qui sont infiltrés au sein du gouvernement fédéral, et la politique étrangère de ce pays relève plutôt de l'exécutif : les interventions militaires (République dominicaine, (1965), Grenade (1983), Panamá (1989), Arabie saoudite (1990)) ainsi que les décisions relatives à certains pays (Haïti, Rwanda, Bosnie n'ont pas été l'objet de discussions au Congrès. La toute-puissante Central Intelligence Agency (CIA), qui dispose de pouvoirs

exorbitants, est connue pour ses méfaits, voire ses crimes, dans le but de défendre la sécurité des États-Unis. Pendant cette période, les citoyennes et les citoyens ont été matraqués de renseignements orientés par le CMI américain. L'autocensure est, par ailleurs, pratique courante dans les universités qui discriminent les universitaires qui contestent la bombe ou l'énergie nucléaires : « Ainsi perdue l'idéologie qui sous-tend la reproduction du surarmement aux dépens des droits des citoyens et des citoyennes et de la démocratie » (p. 111).

La préférence pour la guerre, par rapport à la négociation, de certains gouvernements occidentaux, manipulés par des marchands et des CMI (chapitre 9), expliquerait les très nombreuses expéditions militaires du plus gros producteur d'armes mondial, les États-Unis, de 1940 à nos jours, son « aide » aux guérillas contre-révolutionnaires en Amérique latine, son rôle dans la guerre du Golfe, son blocus meurtrier contre l'Irak, son refus de signer le traité d'Ottawa interdisant la fabrication et la vente de mines antipersonnelles. Cette préférence expliquerait aussi l'attitude belliqueuse de la Russie, contre l'une de ses colonies, la Tchétchénie ; également celle de la France : guerres coloniales en Indochine et en Algérie, pendant huit ans dans chacun des cas, participation à la guerre contre l'Irak et au blocus décrété contre ce pays, maintien de forces militaires pour soutenir des dictateurs africains dévoués aux intérêts du capital français. Autant d'actions contraires à la Convention des Nations Unies, votée le 4 décembre 1989, interdisant l'emploi de mercenaires. Les accords dits de paix sont presque toujours programmés pour rester lettre morte. Les résolutions de l'ONU, prises depuis 50 ans en ce qui concerne la Palestine et Israël, sont restées inopérantes jusqu'à l'Intifada qui a entraîné la conclusion des accords d'Oslo (1994), accords violés, maintes fois depuis, par Israël qui continue d'implanter des colonies en territoire occupé palestinien et à recevoir armes et crédits importants. Ces violations, dénoncées par la Commission des droits humains de l'ONU de Genève, ne provoquent aucune sanction de la communauté internationale. À l'opposé, le problème de l'occupation du Koweït a été réglé tambour battant par une coalition militaire, formée sous l'égide des États-Unis. La « purification ethnique » et le génocide des Bosniaques a existé longtemps avant que le droit international les réprouve et que la morale occidentale les considère comme des crimes contre l'humanité. Au Rwanda, les forces de l'ONU ont rapatrié les Occidentaux avant de retourner elles-mêmes dans leur pays d'origine, abandonnant 500 000 personnes à leur triste sort ! La justice internationale demeure sous la tutelle des surarmés, surtout qu'aucun organisme n'existe pour sanctionner les crimes contre la paix et contre l'humanité. Ces États surarmés se sont violemment opposés à la création d'un véritable tribunal pénal international (TPI). La France et les États-Unis ont même contribué à vider ce dernier de son contenu, en le privant de toute compétence pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité antérieurs à sa création. C'est l'emprise des cinq grandes puissances nucléaires, dotées du droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies, qui explique l'impunité dont ont bénéficié les hommes politiques et chefs d'État responsables des génocides en Bosnie, au Rwanda, au Cambodge... À signaler, la pression contraire exercée par des associations de citoyens et de citoyennes à ces ventes d'armes tous azimuts, notamment l'action de ressortissants des quinze pays de l'Union européenne, le 25 mai 1998, opposés à ces ventes, action qui a conduit à un accord prévoyant que ces ventes devaient tenir compte du respect, par l'État bénéficiaire, des droits de la personne et des libertés fondamentales ; également l'action des femmes de

Zagreb et de Sarajevo dénonçant l'ouverture, par les forces d'intervention de l'ONU envoyées dans ces villes, de lieux et de zones de prostitution. L'auteure rappelle que le sida a été introduit au Cambodge par les mêmes forces et partage la sévère critique de l'aide humanitaire faite par l'ancien président de Médecins sans frontières, Rony Brauman, en juin 1998.

Le chapitre 10, l'un des plus longs, est, à notre sens, le plus important, puisqu'il s'agit de la résistance des femmes au surarmement dont elles demeurent les principales victimes. Aussi, ces dernières insistent pour une éducation à la paix auprès des enfants. Des scientifiques occidentales ont démontré combien l'arme atomique était dangereuse. Le Réseau des mouvements africains des femmes pour la paix a fustigé, en novembre 1994, l'accumulation des armes qui « entraîne la multiplication des conflits politiques et fratricides, la violence et produit un impact négatif sur la société en général, et sur la femme et l'enfant en particulier » (p. 134). La paix ne s'identifie pas simplement pour les femmes à l'absence de guerre, mais elle demeure indissociable de la justice à l'égard des peuples. Cette position, suivie par la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) après la Première Guerre mondiale, a été longuement explicitée lors du Congrès mondial des femmes, organisé par l'ONU en 1980. L'action de la Ruta Pacifica des féministes de la Colombie et celle des « folles de la Place de mai » en Argentine se situent dans cette lignée.

Les femmes de l'appareil judiciaire, résistant à l'hostilité des grands États, ont mené une lutte remarquable pour la création du TPI permanent afin de faire juger les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et pour l'application des lois de la Convention de Genève. Signalons le travail de la présidente du TPI pour l'ex-Yougoslavie, l'Américaine Gabrielle Kirk-McDonald, et de la procureure du même tribunal, la Canadienne Louise Arbour.

Ce sont surtout les urbaines qui sont intervenues contre la production d'armes : protestations de l'organisme Women against military madness (États-Unis), coordination d'un réseau international de 1 000 organisations non gouvernementales (ONG) constituées en groupes de pression auprès de la communauté internationale contre les mines antipersonnelles, par l'Américaine Jody Williams ; en ont résulté le traité d'Ottawa interdisant la production, la vente et l'usage de ces mines et l'attribution à cette militante du Prix Nobel de la paix. Appuyées par de simples citoyennes, des députées vertes du Parlement européen, tant allemandes que françaises, ont joué un rôle considérable dans la résistance contre l'arme nucléaire. Elles ont promu l'ouverture d'une ligne budgétaire nouvelle, la ligne Konver, en faveur de la reconversion des industries d'armement. Des militantes britanniques de la base, soutenues par des Américaines, des Australiennes et des Japonaises ont affronté la prison, les procès et la violence en Angleterre pendant quatre ans, près d'une base militaire abritant des missiles nucléaires américains. Des Philippines ont exercé une pression contre les bases militaires américaines, localisées dans les environs de Manille, pression qui a porté la présidente Corazón Aquino à faire démanteler ces bases. Un réseau international de résistance aux bases militaires, le *Third World Movement Against the Exploitation of Women (TWMAEW)* étudie les effets nocifs de ces bases et coordonne la résistance des femmes en faveur de leur fermeture. Aux États-Unis, les membres de la *Women International League for Peace and Freedom (WILPF)* ont proposé un budget de rechange, dans lequel elles opposent aux dépenses militaires prévues des

dépenses civiles susceptibles de promouvoir le bien-être des femmes, des pauvres et de la population tout entière. Des mouvements africains de femmes luttent pour la paix et invitent toutes les femmes à se mobiliser contre « l'introduction insouciant des armes dans leur pays » (p. 141). Les enseignantes des écoles maternelles, primaires et secondaires des pays industriels apprennent aux adultes de demain que le dialogue et la négociation sont les meilleures armes de la paix. En France, c'est une ministre, Ségolène Royal, qui a instauré l'enseignement de la non-violence à l'école. Ce sont encore des femmes qui ont créé et qui animent l'Association internationale pour l'éducation à la paix. En outre, les femmes protestent un peu partout pour que cesse la vente de jeux vidéo incitant les jeunes à la violence. Pour leur part, les militantes colombiennes et mexicaines ont compris que la violence privée dans la famille et la violence militaire contribuent tout autant à l'oppression des femmes. Les femmes, y compris dans les guerres de libération, privilégient le dialogue et la négociation. Déjà en 1915, des ambassadrices de la paix ont été envoyées auprès des chefs d'État des pays en guerre. La ministre des Affaires irlandaises du cabinet de Tony Blair a joué un rôle déterminant dans le fameux accord de paix du Vendredi saint (1998). En Israël, « les femmes en noir » manifestent pour réclamer une vraie paix. Leur exemple a été suivi par les « femmes en noir de Belgrade », venues des anciennes républiques de Yougoslavie. Les mères russes, avec le concours des mères tchéchènes, ont pu ramener certains de leurs fils au pays. Les Algériennes ont manifesté les premières contre la violence armée ; et, en 1994, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, assassiné depuis, leur a rendu hommage. Le même processus de mobilisation des femmes s'est vu en Turquie, en Sicile, au Kosovo, etc.

Le tableau 1 de la première annexe de l'ouvrage note les différences impressionnantes de divergence d'opinions entre les hommes et les femmes dans quatre pays occidentaux, soit les États-Unis, le Japon, l'Angleterre et la France, relativement à la guerre du Golfe ; le second tableau révèle la composition selon le sexe des parlements des mêmes pays, dans lesquels de 92,4 % et 94 % des parlementaires sont des hommes ! Édifiant...

En conclusion, les femmes transposent actuellement, dans leurs luttes pour la prévention de la guerre et le recours à la négociation, l'obstination qu'elles ont montrée à dénoncer les situations de violence familiale et sociale au début des années 70. Toutefois, ces réseaux antimilitaristes sont encore trop faibles pour assurer un contre-pouvoir, nous prévient Andrée Michel, malgré quelques succès d'envergure.

Ce livre est donc à mettre entre toutes les mains. Absolument. Pour ce qui sera une ligne de front du féminisme du prochain siècle à ses débuts, celle des *Citoyennes militairement incorrectes*.

MIREILLE NEPTUNE-ANGLADE
Notre-Dame-de-Grâce (Québec)